

SYNTHESE DES SYNTHESSES DU GRAND DEBAT NATIONAL – PLACE ET ROLE DES ASSOCIATIONS AU SEIN DES 4 THEMATIQUES

Les grands enseignements que l'on peut tirer

Une place et un rôle des associations dans toutes les thématiques du Grand Débat

- ➔ Que ce soit sur la fiscalité et les dépenses publique, l'organisation de l'Etat et des services publics, la démocratie et la citoyenneté, et la transition écologique, les associations sont citées comme actrices ou solutions dans chacune des thématiques stratégiques du grand débat avec plus ou moins de force. Le renforcement de leur place et leur rôle est cité par les différents acteurs ayant contribué à ce grand débat.
- ➔ La démocratie et la citoyenneté est la thématique où le rôle et la place des associations est la plus citée. 51% des personnes interrogées en ligne soulignent qu'il faut leur donner plus de place.

Point d'attention sur le thème de l'engagement

- ➔ C'est sur le thème de l'engagement que la légitimité des associations est la plus évidente dans le cadre de la consultation en ligne (s'engager passe à la fois par les associations et le service civique pour plus de 22% des répondants). La vision de l'engagement, issue de cette consultation en ligne, est toutefois davantage celle d'une offre avec des dispositifs d'engagement avec des outils de valorisation précis, voire une utilisation de l'engagement comme contrepartie à certaines aides. La notion d'engagement portée par les corps intermédiaires n'est pas celle portée par les autres cadres de discussion du Grand débat qui perçoivent davantage l'engagement comme un moyen nécessaire pour remettre notre démocratie « dans le droit chemin », ou encore permettre de faire de l'éducation civique.
- ➔ Les conférences thématiques régionales portent des propositions précises en matière de dispositifs de citoyenneté qui se confondent parfois avec des dispositifs d'engagement et utilisant les associations comme une ressource pour cet engagement.

Des écarts entre les propositions des corps intermédiaires et les autres

- ➔ L'écart entre les propositions des corps intermédiaires et celles formulées dans le cadre des débats locaux ou encore des consultations en ligne est palpable sur certains sujets, tout particulièrement sur la fiscalité, mais cela concerne aussi la thématique démocratie à l'instar des CESER que seuls les corps intermédiaires ont mis en avant.

FISCALITE ET DEPENSES PUBLIQUES – CONSTATS/ATTENTES/PROPOSITIONS – PLACE ET ROLE DES ASSOCIATIONS

	Consultation en ligne 1,9 millions de contributions	Contributions libres (cahiers en mairie, réunions de citoyens ou encore contribution individuelle etc.),	Conférences thématiques avec les corps intermédiaires	Conférences citoyennes régionales
Constats et Attentes	(sur 186 000 répondants) Pour une fiscalité plus juste : augmenter les réductions fiscales pour les dons aux associations (1,2%) Pour financer les dépenses sociales : diminuer les aides aux associations (0,4%)	Principale préoccupation : La diminution des impôts et taxes est citée par 40% contributions individuelles. Deux préoccupations émergent ensuite, autour de la justice fiscale (20% des idées exprimées, taxation des hauts revenus et des revenus du capital) et de la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales (13%). La baisse des dépenses publiques (10%) apparaît comme un corollaire à la baisse de la fiscalité.	Une attente d'une plus grande coordination entre acteurs (associations, entreprises etc.)	Les dépenses publiques et donc l'impôt permettent d'offrir au pays des services publics de qualité, notamment le système éducatif et le système sanitaire. De ce fait, payer des impôts est perçu comme positif. Les impôts permettent aussi de financer le secteur associatif qui peut ainsi jouer pleinement un rôle parapublic grâce à des subventions dans plusieurs secteurs (handicap / personnes défavorisées / éducation / fracture numérique...). Toutefois le sentiment d'inégalité alimente un « ras-le-bol fiscal » qui conduit à considérer que les impôts sont trop élevés
Propositions	(Propositions libres sur 186 000 contributions) -Réformer les institutions : donner un pouvoir coercitif à la Cour des comptes (3,5%), supprimer le CESE (0,9%), contrôler les subventions (2,9%), modifier le système de	Le consensus des contributions individuelles se focalise sur la levée de la pression fiscale pour le plus grand nombre (baisse des impôts et de la CSG notamment) et sur la nécessité de faire davantage contribuer les patrimoines élevés (rétablir l'ISF, 17%), et de lutter	Préserver les services sociaux d'intérêt général des logiques de concurrence du secteur marchand	Des conseils citoyens en tant qu'outil de réappropriation des dépenses /recettes Comprendre l'impôt pour l'accepter via la création d'un audit citoyen

	<p>subvention des associations (2,1%)</p> <p>-Les domaines où il faut faire des économies :dans les subventions et aides accordées à d'autres acteurs (associations, syndicats, etc.) : diminuer les subventions aux associations (0,5%)</p>	<p>contre la fraude fiscale.</p>		<p>Rétablir l'ISF sous conditions pour financer la baisse de la TVA sur les produits de première nécessité à destination des plus précaires. Les sommes récoltées seraient fléchées à destination du bien public : versement à des associations ou à des pôles de jeunes entrepreneurs.</p> <p>Des conseils citoyens régionaux pour évaluer la manière dont les lois sont votées et appliquées</p>
--	--	----------------------------------	--	--

ORGANISATION DE L'ETAT ET DES SERVICES PUBLICS – CONSTATS/ATTENTES PROPOSITIONS – PLACE ET ROLE DES ASSOCIATIONS

	Consultation en ligne 1,9 millions de contributions	Contributions libres (cahiers en mairie, réunions de citoyens ou encore contribution individuelle etc.),	Conférences thématiques avec les corps intermédiaires	Conférences citoyennes régionales
<p>Constats et Attentes</p>	<p>(sur 111 000 répondants) 1,1% demandent un renforcement du rôle des associations</p> <p>Pour répondre aux territoires en difficultés, 0,8% proposent de s'appuyer sur le travail des associations</p>	<p>Un constat principal émerge des courriers et cahiers citoyens : l'Etat et l'administration sont progressivement éloignés des citoyens (au sens géographique comme au sens figuré), ils se sont complexifiés et ont également multiplié des réglementations éloignées des réalités du terrain. Par ailleurs, les contributeurs sont marqués par les questions sécuritaires et souhaitent voir l'Etat s'impliquer davantage sur ces questions, tout en garantissant les libertés publiques</p>	<p>Pour la définition des « services publics », partir de ce que demandent les citoyens, de ce que vivent les gens. Le service public comprend les services rendus par l'Etat, les collectivités ou les organismes sociaux (ex : CAF, caisses de retraite, etc.), les associations mais aussi par les délégations de service public. La notion de service public s'appuie sur celle d'intérêt général. Il apparaît nécessaire de répondre à la question des missions d'intérêt général indispensables et du socle minimum de service public dans un territoire.</p>	<p>Le fonctionnement démocratique du pays est reconnu par les participants, même s'il est jugé perfectible.</p> <p>L'importance de l'échelon local dans l'offre de service public (dont les fonctions décentralisées et assurées par les Régions) et l'action des élus locaux pour maintenir ces services (contre une tendance contraire de l'Etat) sont soulignées.</p> <p>L'organisation de l'Etat est perçue comme complexe, rigide, peu transparente, redondante et désorientant les citoyens, avec trop d'échelons non-connectés entre eux. Le pouvoir de l'Etat est vu par certains comme accaparé par une classe sociale, plus favorisée.</p> <p>Certains ont l'impression que la santé est gérée comme un bien marchand</p>

<p>Propositions</p>	<p>(Propositions libres du questionnaire sur 111 000 contributions)</p> <p>2,1% citent le soutien et la coopération avec les associations pour faire évoluer l'organisation de l'Etat (2,1%)</p> <p>Pour mieux répondre aux territoires en difficultés, 0,7% citent le fait de s'appuyer davantage sur le travail des associations</p>	<p>Un consensus se dégage autour d'une demande de rapprochement de l'administration et des fonctionnaires de la réalité des territoires.</p> <p>Elle couvre à la fois une demande d'allègement des réglementations pesant sur le quotidien (le rejet de la limitation de vitesse à 80 km/h pèse pour 15% des idées exprimées), une défiance à l'égard de la haute fonction publique, dont les rémunérations et privilèges sont contestés (17% des idées exprimées) ainsi qu'une demande de décentralisation et de proximité (14% des idées exprimées).</p> <p>Les réunions d'initiatives locales reprennent également fortement ces propositions de maintien de service public en milieu rural et de décentralisation renforcée.</p>	<p>Co-construire et évaluer les politiques publiques dans les territoires avec les citoyens, partenaires sociaux et associations</p> <p>Développer notamment le rôle des conseils économiques et sociaux régionaux CESER</p> <p>Dynamiser la construction et la mise en œuvre des politiques locales en généralisant les appels à propositions à l'image des Appels à Manifestation d'Intérêts (AMI)</p> <p>Intégrer la pluralité des savoirs, notamment le savoir vécu qui doit être compris comme une compétence</p> <p>Permettre d'organiser localement des délégations de compétences sur une dynamique de projet en associant les différents échelons territoriaux concernés et la société civile.</p>	<p>Création d'un lieu de vie et d'activités au plus proche des citoyens/consommateurs/usagers /patient</p>
---------------------	--	--	---	--

DEMOCRATIE ET CITOYENNETE – CONSTATS/ATTENTES/PROPOSITIONS- PLACE ET ROLE DES ASSOCIATIONS

	Consultation en ligne 1,9 millions de contributions	Contributions libres (cahiers en mairie, réunions de citoyens ou encore contribution individuelle etc.),	Conférences thématiques avec les corps intermédiaires	Conférences citoyennes régionales
Constats et Attentes	<p>(sur 116 000 répondants) 51% estiment qu'il faut donner un rôle plus important aux associations et aux organisations syndicales et professionnelles</p> <p>Renforcer le lien entre citoyens et élus : coopérer avec les associations (1,6%) Moyens pour mieux renforcer la participation des citoyens aux grandes orientations : aider les associations (2,5%)</p> <p>Que faudrait-il faire pour consulter plus directement les citoyens sur l'utilisation de l'argent public, par l'Etat et les collectivités ? Contrôle par des associations de citoyens (1,2%)</p> <p>Le rôle que doit jouer les assemblées pour représenter les territoires et la société civile : davantage prendre en compte les associations (1,2%)</p> <p>Renforcer l'engagement citoyen : 11,3% Le service civique, 4,9% Instituer un service militaire obligatoire, 3,7% Rendre le vote obligatoire, 2,4% Les travaux d'intérêt général, 11,0% Les associations</p>	<p>Tous thèmes confondus, la diminution des privilèges des élus est reprise par 1 contribution sur 4 au sein de ce thème. L'expression est ensuite focalisée sur le développement de la participation aux élections, et l'association des citoyens à la décision publique. Ces préoccupations sont complétées par un souhait de réforme des institutions et de leur fonctionnement. Les réunions d'initiative locale complètent ce constat en insistant sur la nécessité de soutenir les associations et les bénévoles</p>	<p>Inquiétude sur la désaffection des formes traditionnelles d'engagement qui laisse craindre une disparition à terme des corps intermédiaires, or ces corps intermédiaires sont nécessaires à l'élaboration des politiques publiques</p> <p>Rappeler et revaloriser le sens originel de la démocratie, qui doit être un engagement, une logique d'interaction avec un équilibre entre altruisme et souci de soi pour pallier la tendance à l'individualisme</p>	<p>Le droit de vote, le pluralisme, les libertés d'expression, de circulation, d'association et d'accès à l'information, le droit de faire grève et de manifester, la laïcité et respecte la séparation des pouvoirs, constituent un socle solide que les participants apprécient et souhaitent préserver.</p> <p>La protection sociale, l'importance des instances municipales, l'éducation sont aussi considérées comme des atouts pour la démocratie et la citoyenneté. La critique la plus récurrente et la plus virulente concerne les élus.</p> <p>La montée de la précarité, la « disparition de la classe moyenne » et l'augmentation des inégalités sociales constituent un problème pour la démocratie et la citoyenneté</p>

<p>Propositions</p>	<p>(Propositions libres du questionnaire sur 59 000 répondants)</p> <p>Les associations et organisations syndicales et professionnelles auxquelles il faudrait donner un rôle plus important : Donner plus de rôle à la société civile (51,1%) : donner un rôle plus important à toutes les associations de citoyens (43,1%), donner un rôle important aux associations de consommateurs (3,0%), renforcer les associations défendant les valeurs de la démocratie (1,8%), associer les associations culturelles et sportives aux décisions locales (municipalités) (1,7%), donner un rôle important aux corps intermédiaires (1,6%), renforcer les associations d'intérêt général (1,4%), renforcer les associations qui créent du lien social (1,1%), renforcer le rôle consultatif des associations humanitaires (1,0%), renforcer des associations de solidarité locale (0,8%), renforcer les associations en lien avec le logement (0,8%), renforcer le rôle consultatif des associations culturelles (0,5%), renforcer le rôle des associations sportives (0,4%) [48,9% n'ont pas répondu]</p> <p>Quel rôle donné aux associations? 11,3% ont fait des préconisations : donner aux associations un vrai rôle consultatif et une capacité de proposition (4,4%), donner un rôle important aux associations d'utilité publique (2,5%), s'assurer de la représentativité des associations et syndicats (1,6%), instaurer la transparence dans le financement du monde associatif (0,6%), faire des associations/organisations de véritables organes de décisions politiques (0,4%), donner un rôle</p>	<p>La rénovation du système actuel serait fondée sur la consolidation de la démocratie représentative (mettre en place le référendum d'initiative citoyenne, reconnaître le vote blanc, introduire une dose de proportionnelle aux législatives), et un plus fort engagement des citoyens à travers un contrat républicain laïc, civique et obligatoire (rendre le vote obligatoire, renforcer la laïcité, enseigner le fonctionnement de l'Etat et l'éducation citoyenne à l'école, mettre en place un service national civique), voire sur le renouvellement des institutions (supprimer le Sénat et le CESE, réduire le nombre d'élus).</p> <p>Pour faire émerger un nouveau modèle démocratique, les propositions se concentrent sur la moralisation de la vie publique (lutter contre les lobbies, sécuriser les lanceurs d'alerte, rendre obligatoire un casier judiciaire vierge pour être élu) et sa revitalisation par l'intégration de la société</p>	<p>Sécuriser le financement des associations</p> <p>Appliquer la « Charte des engagements réciproques »</p> <p>Renforcer les espaces de dialogue entre les associations, les citoyens et les pouvoirs publics</p> <p>Stratégie nationale pour l'engagement citoyen</p> <p>Favoriser le bénévolat et le volontariat tout au long de la vie</p> <p>Réformer le Compte d'Engagement Citoyen</p> <p>Revaloriser l'action du monde associatif pour favoriser le passage aux parcours politiques</p>	<p>Cette proposition vise à ce que les propositions de loi soient rendues publiques avant qu'elles soient votées. Cela permettra qu'ait lieu un débat et que les propositions de lois tiennent compte de l'avis d'experts, d'associations, de personnes concernées, des pétitions et que soient étudiées les conséquences financières</p> <p>Création d'un parcours citoyen et d'un kit associant les associations et entreprise</p> <p>Création d'une formation obligatoire (et/ou diplômante) à la citoyenneté laïque, politique et associative</p> <p>Education à la citoyenneté par la mise en place d'un passeport citoyen</p> <p>Création d'un parcours citoyen obligatoire du jeune âge jusqu'à l'âge adulte</p> <p>Création d'un service citoyen obligatoire, les organismes accueillant les missions étant les associations et les administrations</p>
---------------------	---	---	--	---

	<p>important aux associations écologiques (6,4%), les acteurs du monde de la santé (3,6%), renforcer des associations de santé indépendantes (1,7%), renforcer les associations pour les handicapés (1,0%), renforcer des associations de solidarité locale (0,8%), renforcer les associations pour les personnes âgées (0,4%), les acteurs caritatifs (3,3%) de type Secours populaire, Emmaüs, Fondation Abbé Pierre... [88,7% n'ont pas répondu]</p> <p>Les propositions pour valoriser l'engagement citoyen dans les parcours de vie, dans les relations avec l'administration et les pouvoirs publics : Soutenir l'engagement associatif (4,1%) Soutenir les associations financièrement et humainement (2,4%) Valoriser le bénévolat (1,1%) Récompenser l'engagement (3,1%) Déduire les heures de bénévolat dans le compte de la retraite (2,0%) Accorder des points de retraite aux citoyens engagés (0,5%)</p> <p>Les propositions de contreparties aux allocations de solidarité : réaliser des travaux d'intérêt général (22,6%) S'impliquer, faire du bénévolat dans les associations (13,1%) Les propositions et réactions spontanées portant sur la démocratie et la citoyenneté : soutenir les associations 2,0%</p>	<p>civile (organiser des débats citoyens, développer les pétitions, renforcer le rôle des corps intermédiaires).</p>		
--	--	--	--	--

TRANSITION ECOLOGIQUE – CONSTATS/ATTENTES PROPOSITIONS – PLACE ET ROLE DES ASSOCIATIONS

	Consultation en ligne 1,9 millions de contributions	Contributions libres (cahiers en mairie, réunions de citoyens ou encore contribution individuelle etc.),	Conférences thématiques avec les corps intermédiaires	Conférences citoyennes régionales
Constats et Attentes	(sur 33 000 répondants) Pour répondre aux problèmes environnementaux, 1,5 % estiment qu'il faut donner plus de place aux associations 2% estiment qu'adhérer, faire un don et du bénévolat dans des associations est une action individuelle permettant de protéger l'environnement	La première préoccupation liée au réchauffement climatique rassemble 19% des idées exprimées individuellement sur le thème. Elle est rejointe par deux préoccupations sectorielles : transport (17%, développement des transports collectifs) et énergie (sources renouvelables, 11%, réduction de la consommation, 9%). En complément apparaît la préoccupation autour d'un élargissement de l'assiette de la fiscalité écologique (10%), ex. transports aérien et maritime	Des initiatives citoyennes locales existent déjà. Les associations de protection de l'environnement jouent un rôle d'éducation. La participation directe est le meilleur moyen d'éduquer les citoyens aujourd'hui .	Sursaut des mentalités notamment grâce aux « pôles de résistance » menés par des associations environnementales.
Propositions	(Propositions libres du questionnaire sur 153 000 répondants) 1,5% considèrent qu'il faut développer le rôle des associations sur les questions écologiques	Urgence écologique, avec des propositions centrées sur des objectifs d'ensemble (accélérer la transition écologique, lutter contre le réchauffement climatique), sur le développement de solutions à l'échelle locale (développer les transports en commun, isoler les bâtiments) et sur le volet de l'énergie (développer les énergies renouvelables, accélérer la transition énergétique, réduire la consommation énergétique).	Rétablir des liens sensoriels à la Nature en favorisant la rencontre avec le milieu naturel, à tous les âges Points de consensus : L'école ne suffit pas : il faut favoriser les liens entre les mondes associatifs, de l'éducation populaire et l'enseignement. Favoriser les actions et les projets écologiques portés notamment par les associations.	Créer une commission écologique indépendante composée de citoyens, d'associations et de personnes qualifiées. Une instance territoriale démocratique participative pour une politique de transition écologique efficiente (effective et efficace) avec notamment les associations.